

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°95 - Mars 2015

Groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

## La Chine défie l'Europe : «Pas question de valeurs universelles chez nous».

Depuis que la Chine a supplanté le Japon comme deuxième économie mondiale (2010), le parti s'est donné une nouvelle équipe dirigeante (2012-2013) et les relations avec le reste du monde se sont mises à prendre une autre tournure. Progressivement, si bien qu'on n'y fait guère attention. Le pouvoir chinois joue sur deux tableaux. D'un côté, à l'international, fort de sa place au Conseil de Sécurité de l'ONU et dans les organismes liés, avec ses excédents commerciaux et son accumulation de devises qui lui assurent une place dans les forums économiques mondiaux, il veut étendre son rôle et prendre une part décisive dans la gestion du monde. De l'autre, soucieux de garder un pouvoir sexagénaire que les mécanismes démocratiques occidentaux lui feraient perdre, il déploie tous ses efforts pour prévenir une contagion des idées démocratiques. D'un côté, on affiche une politique d'ouverture internationale qui permet de pousser ses avantages ; de l'autre, c'est la dénonciation à usage interne des valeurs occidentales, des valeurs universelles au nom d'une spécificité chinoise qui reflète surtout le lourd héritage des féodalismes qui se sont succédés pendant deux millénaires. Les deux faces de cette politique sont complémentaires : c'est en effet par désir d'accompagner avec profit l'expansion extérieure chinoise que les capitales occidentales ferment les yeux sur la manière dont on présente leur culture et leur réalités sociales à une population qui ne dispose ni de moyens financiers et ni de moyens d'information pour se faire une opinion par elle-même.

La lucidité impose d'y voir clairet sur les faits et sur le droit. Dans les faits, faut-il le rappeler, le pouvoir chinois s'oppose ouvertement à l'indépendance de la Justice, à l'idée d'une démocratie élective, à la liberté de l'information et de la presse, à la liberté religieuse, au rattachement de l'armée à l'État alors qu'elle est un instrument du Parti. Il se refuse à ratifier le Pacte international pour les droits civiques et politiques, à

signer l'accord sur les disparitions forcées ; toute la procédure de mise en cause délictuelle des cadres du parti (le shuanggui) se trouve entièrement dans les mains du parti et échappe au cadre de la loi. **Avez-vous entendu un de nos gouvernants ouvrir la bouche à ce sujet ?**

Si les faits sont déplorables, ils accompagnent une violation quasi permanente des lois et de la Constitution. Celle-ci n'a aucune force contraignante pour le Parti, puisqu'il réprime toute expression, toute manifestation, toute organisation qui le dérange. Aucun recours ne gagne contre le Parti qui revendiquerait le respect de la Constitution puisqu'il n'y a pas de Conseil constitutionnel et que c'est le Parti qui en tient lieu de façon discrétionnaire. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, plus de quatre cents intellectuels et défenseurs des droits civiques sont entrés en prison pour raisons politiques ; et quelques-uns y meurent. Officiellement interdite, la torture sur les détenus politiques est fréquente. Les emprisonnements brutaux se poursuivent au Tibet et plus de deux cents Ouighours sont morts par balle en 2014. L'intellectuel modéré Ilham Tohti est incarcéré pour la vie et le Prix Nobel Liu Xiaobo reste en prison. **Avez-vous entendu récemment un de nos gouvernants ouvrir la bouche à ce sujet ?**

Ces indignations paraîtront incongrues chez nous à ceux qui écoutent complaisamment les discours que l'administration chinoise prépare à leur intention. «Gouverner le pays par la loi», ce dont parle sans cesse le régime, est un programme pour demain, pas pour aujourd'hui («demain on rasera gratis») mais il est inscrit dans la Constitution depuis 1999 et dans les textes du Parti depuis 1997 : c'était utile pour entrer dans l'Organisation mondiale du commerce et pour obtenir les Jeux olympiques de 2008 (et pourquoi pas pour les Jeux d'hiver de 2022 ?). Au demeurant, «gouverner par la loi» veut dire qu'on

>>>

dirige en s'appuyant sur des textes et ça ne signifie nullement qu'on se plie au «règne de la loi». Il faudrait pour cela le respect de quelques principes essentiels auxquels le régime se refuse : un encadrement et un contrôle du pouvoir ; la suprématie de la loi ; l'égalité devant celle-ci ; le respect des procédures légales ; l'indépendance de la Justice ; le respect des droits de l'Homme.

Or en Chine, beaucoup de décisions se prennent dans un cadre extra-légal : les assignations à résidence, les détentions en prison clandestine, les disparitions forcées, la surveillance de l'internet, les invitations policières à «boire du thé», les tortures sur détenus, l'emploi de voyous par les municipalités pour imposer silence aux récalcitrants, etc. Et quand le Parti décide de lancer à l'encontre des récalcitrants une campagne de «frapper fort», il intervient directement dans la marche des tribunaux en leur demandant d'alourdir les peines, d'accélérer les procédures et d'étendre les chefs d'inculpation. **Avez-vous entendu un de nos gouvernants montrer qu'il était informé et ouvrir la bouche à ce sujet ?**

Le monde extérieur pourtant a la liberté de parole mais il ne s'en sert pas. Même quand ceux qu'on emprisonne sont les plus proches de ses propres idéaux et se battent en citoyens libres. Les prisons sont trop lointaines et l'on est myope ; donc on lit ce qu'on a à portée de nez : des projets de contrats, des dossiers d'investissement, des rachats d'entreprises, voire des échanges touristiques ou universitaires. Cette myopie est complaisante : nos gouvernants ne cessent d'oublier ou de casser leurs lunettes. Un peu d'attention suffirait pour être lucide.

Le ministre chinois de l'Éducation vient d'envoyer ce mois de mars un questionnaire aux Universités concernant l'usage qu'elles font des manuels d'enseignement publiés à l'étranger, des photocopies et des traductions, le propos étant d'en limiter l'emploi et de renforcer le contrôle idéologique sur les campus. Lorsqu'un régime se met à avoir peur des livres, c'est qu'il redoute ses propres faiblesses. Mais comment éluder toute information extérieure dans des cours d'économie, de journalisme, de politique, de philosophie, d'histoire ou de gestion ? Comment éviter de se frotter aux valeurs occidentales ? Comment se protéger de ces dernières avec le seul rempart des écrits datés de Marx, d'Engels et de Lénine, en ignorant les développements mêmes que le marxisme a connus dans les pays occidentaux ? (Gramsci, Lukacs, Lefèvre, Bourdieu, etc.)

Il y a quelques années, ce même ministre, Yuan Guiren, affirmait qu'il n'y avait pas lieu de redouter les idées extérieures car le pays avait la force de les rejeter, de les filtrer ou de les digérer en tirant profit. La ligne a changé depuis et le chef du Parti s'inquiète de «risques sans précédent pour la sécurité du pays». Xi Jinping a réorganisé le bureau central de la Sécurité et muté ses précédents responsables, créant une Commission de Sécurité dont il a pris la tête. L'année va être marquée par l'adoption d'une loi sur la Sécurité nationale, décidée en décembre lors de la dernière session du Comité permanent de l'Assemblée et dont un projet a été accepté par le Bureau politique en janvier. La loi prend la place d'un ancien texte, renommé loi sur le contre-espionnage et donne au concept de sécurité une nouvelle ampleur : si l'on en croit l'agence Xinhua, la sécurité nationale signifie qu'échappent aux menaces internes et externes le régime, sa souveraineté, l'unité nationale, l'intégrité territoriale, le bien-être du peuple et un développement sain et durable de l'économie et de la société ainsi que d'autres «intérêts majeurs». Une formulation aussi large permet d'étendre un concept qui, en droit international, se traite de manière restrictive. Rien n'empêche de considérer que toute critique du gouvernement menace la sécurité du pays. En effet, c'est une constante à Beijing de considérer comme synonyme la sécurité de l'État et l'autorité du parti unique. Et cette dernière est en effet menacée par la libre activité de la société civile, notamment celle des avocats, des journalistes, des universitaires et des religieux.

## UNE POLITIQUE À DOUBLE FACE

La stabilité du régime en réalité n'est pas menacée de l'extérieur, vue la docilité des partenaires. Elle provient de contradictions que le régime est hors d'état de surmonter. Le ministre de l'Éducation dénonce les pernicieuses influences de la culture étrangère comme si la classe dirigeante ne faisait pas tout pour envoyer ses enfants dans les collèges occidentaux.

Selon les données officielles, de 1978 à 2012, 2.644.000 jeunes Chinois sont partis étudier à l'étranger ; le chiffre dépasse maintenant trois millions. Ces jeunes ont été exposés aux idées occidentales, ont peu ou prou pénétré la société occidentale, voire ont pris la nationalité du pays d'accueil. C'est le cas particulièrement aux États-Unis. Selon les statistiques officielles américaines, parmi les enfants expatriés de responsables ayant ou ayant eu rang de ministre, 74,5% détiennent une carte de résident permanent ou ont la citoyenneté américaine ; quant à la génération des petits-enfants, le pourcentage de ceux qui ont acquis la nationalité américaine atteint 91%. Est-ce là une marque de confiance dans l'avenir du système politique chinois et de son monopartisme ? Ce double langage - «Méfiez-vous absolument de l'étranger ; nous, nous préférerons y aller» - fait penser à ce capitaine du bateau italien Costa Concordia

naufragé en 2012 qui tranquillisait les voyageurs alors que lui-même abandonnait le navire et gagnait la terre ferme.

Si l'on suit le ministre Yuan Guiren, que fait donc aux États-Unis la fille de Xi Jinping et qu'y font donc les nombreux enfants de ministre ? Ce n'est pas ainsi qu'on échappe à la corrosion des idées occidentales. Mais aucun dirigeant n'acceptera de refuser cette possibilité d'organiser sa vie familiale en se procurant un pied-à-terre à l'étranger. L'expatriation discrète permet aussi de sortir l'argent de la corruption, de se mettre à l'abri, d'acheter des résidences, de préparer l'avenir.

Deux observations encore sur ce mouvement 1) il concerne d'abord les plus riches ; le coût annuel des études aux États-Unis, a-t-on calculé, se situe en moyenne entre 150.000 et 300.000 yuan, alors que le revenu moyen par tête chinois est de 46.000 yuan (trois à six fois inférieur) 2) Il s'accentue et descend de l'université vers le cycle secondaire, avec l'inscription parfois d'enfants de treize ans dans des institutions étrangères.

En réalité et contrairement à ce qu'il veut faire croire, le régime est bien plus fragilisé par ses propres faiblesses que par des infiltrations imaginaires organisées de l'étranger. La campagne contre la corruption, supposée gagner l'adhésion populaire, met à mal l'image de l'appareil dirigeant et du Parti. Le 4 mars, la Conférence consultative s'est ouverte avec quatorze membres absents car démis de leurs fonctions, pour suspicion de corruption, y compris les deux anciens vice-présidents Su Rong et Ling Jihua, ancien assistant du précédent chef d'État Hu Jintao. Le 9 mars, parlant à la télévision Phoenix, proche de Beijing, trois anciens généraux de l'Armée de libération, dont un ancien directeur adjoint de l'Académie des Sciences militaires ont affirmé que les militaires devaient payer pour devenir membres du parti, et que chaque promotion avait son prix spécifique. Les sommes à verser seraient considérables, de l'ordre de plusieurs millions d'euros. Les enquêtes sur des cas de corruption seraient presque toujours bloquées par des officiers supérieurs. L'émission a été retirée du site internet de Phoenix, car elle «pouvait laisser penser que tous les chefs militaires devaient leur promotion aux pots-de-vin».

L'élargissement de la campagne va jusqu'à toucher les défenseurs de l'environnement, dont on pourrait penser qu'ils tiennent plus que les hommes d'affaires ou les responsables des affaires locales à la propreté des mœurs. Ainsi au Shanxi de l'ancien directeur de la protection de l'environnement Liu Xiandong. Il aurait distribué des permis d'exploitation à des entreprises minières et serait impliqué dans un projet coûteux de surveillance de la pollution.

Les fraudeurs avaient les moyens de frauder ; ils avaient aussi les moyens de fuir. Pour aller les récupérer, en particulier aux Amériques, le gouvernement a remis aux États-Unis une liste des fonctionnaires suspectés de corruption (China Daily du 25 mars). Un officiel avait parlé en 2014 de cent cinquante fugitifs économiques, hommes d'affaires ou travaillant dans les sphères gouvernementales. Les deux parties se réuniront au mois d'août pour examiner comment récupérer les fonds volés sortis de Chine ou pour geler les comptes ouverts à l'étranger. Les services de lutte contre la corruption ont déclaré ce mois qu'en 2014, il y avait eu quelques cinq cents rapatriements de suspects avec récupération de trois milliards de yuan.

Dans une telle situation, quelle valeur peut bien avoir la dénonciation par le Parti des valeurs universelles, à moins qu'il s'agisse de détourner l'attention des problèmes réels ? Enfin l'on doit poser une autre question à l'adresse de nos gouvernants : Êtes-vous certains d'être efficaces en affichant votre volonté de ne rien dire et de ne rien voir des faiblesses politiques et économiques chinoises ? Même pour passer des contrats, il faut être respecté. Comme l'écrivait il y a quatre cents ans l'espagnol Francisco de Quevedo : «l'homme qui perd l'honneur à cause du négoce perd le négoce et l'honneur». Il y a trente ans, le prudent Deng Xiaoping conseillait de «cacher son talent et d'attendre son heure». Aujourd'hui, son successeur qui veut marquer l'histoire, croit l'heure venue du «rêve chinois» ; quant aux «talents» et aux faiblesses de la Chine, il n'est plus possible de les cacher, - ce n'est pas la documentation qui manque. Avez-vous encore perdu vos lunettes ?

# SOMMAIRE

---

<b>Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet .....</b>	<b>5</b>
<b>Répression du mouvement démocratique. Liberté religieuse.....</b>	<b>5 -6</b>
<b>Avocats. Appareil répressif. Corruption.....</b>	<b>6 -7</b>
<b>Condition ouvrière. Conflits du travail.....</b>	<b>7</b>
<b>Questions rurales. Environnement .....</b>	<b>8</b>
<b>Minorités ethniques.....</b>	<b>8 -9</b>
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
<b>Hongkong. Macao.....</b>	<b>9 - 10</b>
<b>Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux.....</b>	<b>10</b>
<b>Informations diverses .....</b>	<b>10 -11</b>
<b>Sources d'information .....</b>	<b>11</b>
<b>Documentation .....</b>	<b>11 - 12</b>

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 6,76 yuan)*

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DEL'INTERNET.

**20 mars** Les sites internet de Reuters (anglais et chinois) sont **inaccessibles**. Les difficultés de connexion ont commencé la veille au soir. On a noté dernièrement des impossibilités d'accès pour les sites de Bloomberg News, du New York Times et du Wall Street Journal, souvent après diffusion d'informations dites «sensibles», c'est-à-dire désagréables au pouvoir. Le Wall Street Journal avait publié quelques jours plus tôt un article expliquant comment se connecter aux sites censurés. (*Reuters, 20 mars ; A.F.P., 21 mars*)

**20 mars** Le groupe Greatfire.org qui aide les cybernautes à éviter les blocages dus à la censure, souffre depuis le 18 mars d'attaques informatiques qui en perturbent le fonctionnement. Ces dernières gênent en particulier les sites miroirs liés mis en place avec des firmes comme Amazon qui permettent la connexion à des sites opposés au régime et défenseur des droits civiques comme Boxun, ou à la Deutsche Welle ou encore à Google. L'ambassade chinoise de Washington a rejeté toute immixtion en ce domaine car; «comme nous l'avons toujours dit, la loi chinoise interdit le cyber-crime sous toutes ses formes». (*Associated Press, 20 mars*)

**15 mars** Les autorités dirigeant la presse ont interdit aux médias chinois - à l'exception du Global Times, lié au Quotidien du peuple - de placer en première page la mort de Xu Caihou, l'ancien vice-président de la Commission militaire du Comité central du Parti. Elles les ont enjoint de s'en tenir au communiqué de l'agence officielle Xinhua et de ne faire aucun commentaire sur le réseau de l'internet. Le personnage de Xu Caihou donne lieu à des appréciations diverses : il lui était reproché d'avoir vendu avec grands profits des promotions dans la hiérarchie militaire. (*I.F.J., 19 mars*)

**4 mars** À la veille de l'ouverture des sessions de l'assemblée nationale et de la Conférence nationale consultative, le bureau de l'internet annonce la fermeture de trente-deux sites pour diffusion de fausses informations et fabrications de nouvelles, sans donner plus de détails sur les faits reprochés. (*I.F.J., 10 mars*)

**2 mars** Dans son bref rapport annuel, le Club de la presse étrangère de Beijing fait état des pressions exercées par l'administration chinoise lors de l'octroi des visas et documents d'accréditation professionnelle, envers les journalistes auteurs de dépêches ou de reportages qui déplaisent. La durée de dépôt des passeports pour l'obtention des formalités permet aussi d'empêcher le déplacement des intéressés en province ou à l'étranger. (*F.C.C.C., 2 mars, voir bibliographie*)

**29 févr.** Un jour après la diffusion du documentaire sur la pollution *Sous la voute*, conçu et présenté par Chai Jing, une ancienne présentatrice de télévision, le Bureau de l'internet de Beijing en a interdit la promotion. Il avait été regardé par 155 millions de personnes. Le 3 mars, les autorités ont demandé de rendre le documentaire inaccessible. (*I.F.J., 10 mars*)

## RÉPRESSION D'UN MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

**20 mars** La publication Yanhuang Chunqiu, qui rassemble des membres relativement âgés du parti appartenant à sa tendance libérale, n'a pu tenir son banquet annuel et ce, pour la première fois en vingt-trois ans. Les autorités, après avoir exigé des reports de la rencontre, ont finalement interdit au restaurant d'organiser la réception. La revue est connue pour sa mise en cause de la version officielle que le Parti donne de son histoire. (*S.C.M.P., 20 mars*)

**16 mars** Wu Rongrong, la directrice du Centre des femmes Weizhiming de Hangzhou



**(Zhejiang), incarcérée le 6 mars (voir ci-dessous 8 mars) souffre d'hépatite et n'a pas accès aux médicaments qu'elle prenait avant sa détention.** Elle est contrainte de dormir sur le ciment. L'administration pénitentiaire affirme qu'elle n'a pas besoin de traitement ; elle a promis de fournir un lit mais ne l'avait pas fait au 18 mars. Selon ses amis, l'arrêt de traitement pourrait mettre sa vie en danger à bref délai. Dans une situation similaire, le refus de médication avait entraîné le 14 mars 2014 la mort de Cao Shunli (voir ci-dessous 14 mars).

L'avocat de la militante Zheng Churan, arrêtée à Guangzhou et, comme Wang Rongrong, incarcérée à Beijing, rapporte que l'administration lui a confisqué ses lunettes alors qu'elle souffre de myopie. (C.H.R.D., 13-19 mars)

**14 mars** Pour l'anniversaire du décès par mauvais traitements en détention de la militante Cao Shunli, des militants sont descendus dans la rue en plusieurs villes de Chine et ont demandé une enquête indépendante sur son cas. Trois O.N.G. chinoises qui avaient fondé en sa mémoire le prix Cao Shunli, l'ont décerné au militant Zhou Weilin, récemment sorti de prison. Une amie de Cao Shunli a récemment rapporté son internement en février 2014 pour quarante jours et les mauvais traitements subis parce qu'elle avait tenté de rencontrer Cao à l'hôpital. Une autre militante, Liu Xiaofang, qui avait réussi à rencontrer Cao Shunli à l'hôpital, est restée un mois en détention. Elle se trouve maintenant sous étroite surveillance policière. (Weiquanwang, 13-17 mars)

**8 mars** La Journée internationale des Femmes a été marquée par l'arrestation, la veille et l'avant-veille, de cinq militantes du droit des femmes pour «avoir suscité des querelles et provoqué des troubles». Li Tingting, Wei Tingting, Wang Man, Zheng Churan et Wu Rongrong avaient l'intention de protester contre le harcèlement sexuel dans les transports publics ; elles sont les premières femmes détenues pour un combat au nom du droit des femmes. Quatre autres femmes, appartenant comme elles à des O.N.G. féministes, L.G.B.T. ou sociales, ont été détenues puis relâchées. (Weiquanwang, 11 mars ; S.C.M.P., 16 mars)

## AVOCAT. APPAREIL JUDICIAIRE. CORRUPTION.

**15 mars** La mort de Xu Caihou, ancien vice-président de la Commission militaire du Comité central du Parti, a mis un terme à l'action engagée contre lui pour corruption. Xu Caihou était accusé d'avoir vendu au prix fort les promotions dans la hiérarchie militaire. La campagne contre la corruption dans l'armée va désormais se tourner vers un autre ancien vice-président de la Commission militaire, Guo Boxiong. Au total en 2014, seize officiers généraux ont été placés en détention pour suspicion de corruption. Le 2 mars, on apprenait que des poursuites étaient lancées contre quatorze autres gradés, en majorité des généraux. (Xinhua, S.C.M.P., 16 mars)

**28 févr.** L'organisation China Human Rights Defenders envoie une note d'information au Rapporteur spécial sur la torture des Nations unies au sujet de la prisonnière Li Biyun. La militante est connue pour avoir défendu le droit à la terre dans la circonscription de Foshan (Guangdong) et pour s'être présentée comme candidate indépendante lors d'une élection locale en 2011. Elle affirme que la police du Guangdong l'a torturée à plusieurs reprises de 2009 à 2014, violentée, soumise au supplice du «banc du tigre», privée de nourriture, d'eau et de traitement médical. Lors de sa détention de quatorze mois commencée en octobre 2013, elle a dû être hospitalisée pour les blessures et les coups reçus de la police. Depuis sa remise en liberté en décembre 2014, elle est en traitement et souffre en permanence des jambes et du dos, cependant que la police continue de la menacer ainsi que sa famille. (C.H.R.D., 4 mars)

**1 mars** Démission forcée de l'avocat Ma Lianshun, employé par le cabinet Tianzhiquan (branche de Zhengzhou (Henan). Il avait accepté des dossiers «politiquement sensibles», à savoir quatre cas de clients arrêtés préventivement avant le vingt-cinquième anniversaire du massacre de 1989. Il est possible que l'administration ait exercé des pressions sur le cabinet pour qu'il se débarrasse de l'avocat ; les menaces peuvent être d'ailleurs de retirer la licence professionnelle au cabinet tout entier. (Weiquanwang, 1 mars)



**28 févr.** Cent vingt et un avocats ont adressé une lettre ouverte à l'Assemblée nationale, dont la session s'ouvrirait le 5 mars. Ils demandent que soit mis fin au système annuel de réexamen des licences professionnelles, qui depuis des années, permet d'écartier les avocats qui s'emparent des dossiers gênants pour les autorités. Ils affirment que les procédures mises en place par le Ministère de la Justice en 2010 contreviennent à la loi de 2007 sur la profession d'avocat. (*WeiQuanwang, 28 février*)

## CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

**18 mars** Quelque cinq mille ouvriers ont commencé une grève dans l'usine Yue Yuen de Dongguan (Guangdong) qui fournit les marques Nike et Adidas, entre autres marques de renommée mondiale. Ils protestent contre des mesures destinées à diminuer les coûts de production, probablement par des délocalisations vers le Vietnam ou l'Indonésie. Les salariés de l'usine de Dongguan représentent 2 à 3% des effectifs totaux de Yue Yuen en Chine. (*Reuters, 18 mars*)

**11 mars** Selon les chiffres officiels, les accidents survenus dans les mines de charbon ont fait 931 morts en 2014, soit 11% de moins qu'en 2013 (1.049 décès). Le chiffre s'élevait à 7.000 environ en 2002. 95% des mines de grandes dimensions emploient des robots pour l'extraction du minerai. Mais les exploitations moyennes et petites recourent quasi exclusivement au travail manuel. (*S.C.M.P., 11 mars*)

**8-11 mars** Grève de plusieurs milliers d'ouvriers dans l'usine de chaussures Stella International de Donguan (Guangdong). Ils protestaient contre les retards de paiement de salaires et contre l'absence de versement au Fond de Logement, une sorte de complément de retraite qui permet d'acquérir et d'entretenir un appartement. Une nouvelle politique a réduit les cas où l'on peut faire usage de cette épargne en cas d'urgence ; une démission ou la perte d'un emploi rendent impossible l'accès aux sommes accumulées. (*C.L.B., 8 mars*)

## QUESTIONS RURALES. ENVIRONNEMENT.

**22 mars** Selon le directeur de la Météorologie de Chine, le réchauffement climatique fait peser des menaces sur plusieurs grands chantiers nationaux, notamment le barrage des Trois Gorges sur le Yangzi, la voie ferrée de connexion au Tibet et la dérivation des eaux du Sud vers le nord du pays. La Chine et les États-Unis produisent ensemble 45% du CO2 de la planète. (*A.F.P., 22 mars*)

**221 mars** Selon le directeur adjoint du Bureau du Travail rural, l'agriculture doit cesser de se donner des objectifs purement quantitatifs, qui ont pour effet d'épuiser les sols et de nuire à l'environnement. Elle doit se soucier aussi de la qualité des produits et de la productivité, protéger l'environnement et rechercher un développement durable. L'objectif de production de céréales pour 2020 devrait être abaissé de 650 millions à 610 millions de tonnes. (*Reuters, 23 mars*)

**7 mars** Une pétition circule à Heyuan (Guangdong) qui demande l'annulation d'un projet de centrale à charbon qui aggraverait la pollution de l'air de cette ville. Les études d'impact sur l'environnement ne sont pas disponibles. De peur d'être accusés d'organiser de réunions illégales (rassemblant plus de dix personnes), les auteurs de la pétition demandent aux signataires de se disperser immédiatement après leur passage aux postes de collecte. Il semble que la diffusion du documentaire de l'ancienne présentatrice de télévision Chai Jing *Sous la voute*, qui dénonçait la situation dramatique de l'environnement, ait contribué au succès de la pétition. Heyuan n'a connu que 129 jours d'air respirable sans danger dans les onze premiers mois de 2014, chiffre inférieur de plus de moitié à celui de 2013. (*S.C.M.P., 8 mars*)

## MINORITÉS ETHNIQUES.

### QUESTION TIBETAINE

**20 mars** Arrestation du moine Lobsang Dawa, du monastère de Sog Tsenden dans le district de Sog. Les autorités n'ont pas donné de motif. Le 14 mars, la police avait déjà placé en détention sept moines du même monastère sans fournir d'explication.

On a d'autre part retrouvé la trace d'un autre moine, Ngawang Gyaltsen, qui avait disparu depuis le 24 février : il se trouve dans les locaux de la police du district de Ngatchu. Son arrestation pourrait être liée à son opposition à la campagne de «rééducation patriotique». (*Phayul, 18-24-25 mars*)

**20 mars** Sortie de prison du moine Ngawang Gyurmey, à l'issue de quinze ans d'incarcération pour «trouble à la stabilité sociale». Avec d'autres moines – dont l'un, Khedup, est condamné à la prison à vie –, il avait distribué des tracts saluant le dalaï-lama et appelant à l'indépendance du Tibet ainsi qu'au départ des Chinois. (*Phayul, 21 mars*)

**10 mars** Le dalaï-lama profane le bouddhisme lorsqu'il doute de sa réincarnation à sa mort, assure le gouverneur du Tibet nommé par Beijing. En effet, selon la tradition, son âme devrait retrouver le corps d'un enfant. Le dalaï-lama avait déclaré qu'il ne se réincarnerait pas en Chine si le Tibet n'était pas libre, ajoutant que sa fonction pouvait s'éteindre avec lui. Le gouvernement chinois laisse entendre qu'il pourrait lui désigner un successeur. Commentaire de Lobsang Sangay, chef du gouvernement en exil : «Ce serait comme si Fidel Castro décidait de désigner le Pape». (*Reuters, 10-11 mars*)

**6 mars** Une Tibétaine nomade du village Trotsuke est morte dans les flammes dans la préfecture de Ngaba (Aba), province du Sichuan. Les autorités ont immédiatement incinéré le corps. (*Phayul, 8 mars*)

### QUESTION OUGHOURE

**24 mars** Un tribunal de Kunming (Yunnan) a condamné à mort trois Ouighours pour avoir «organisé et dirigé une organisation terroriste» ; ils ont été exécutés. Le 1er mars 2014 devant la gare de Kunming, cinq individus armés de couteaux avaient tué trente et une personnes et blessé cent quarante et une. Quatre d'entre eux avaient été tués sur place ; la femme qui les accompagnait fut capturée et le tribunal l'a condamnée à la prison à vie. Les trois condamnés à mort, eux, avaient été arrêtés deux jours plus tôt alors qu'ils cherchaient à passer la frontière ; ils n'avaient donc pas participé à la tuerie. Selon le Congrès mondial ouïghour, le procès ne s'est pas déroulé de manière impartiale. (*Associated Press, 24 mars*)

**12 mars** La police a tué quatre et blessé deux des six Ouighours qui auraient attaqué à l'arme blanche un groupe de Chinois aux abords d'un casino dans la ville de Kashgar. L'affrontement a d'autre part fait huit blessés dans la population, dont deux en situation critique. L'information n'a pas été reprise par les médias chinois.

Le 9 mars, la police a tué sept Ouighours qui avaient un comportement suspect non loin d'un restaurant de Qaraqash, dans la préfecture de Hotan ; quand elle a commencé à les questionner, l'un aurait sorti un couteau et tué un officier. (*R.F.A., 17 mars*)

**10 mars** Selon le chef du parti dans la région autonome qui s'exprimait devant l'Assemblée nationale en session à Beijing, des musulmans du Xinjiang seraient partis rejoindre l'État islamique en Syrie et en Irak. Leur nombre est d'ordinaire estimé à une centaine. Trois d'entre eux, qui souhaitaient déserter, auraient été exécutés. Quelques-uns auraient été arrêtés à leur retour. La Sécurité chinoise déclare qu'en 2014, elle a incarcéré huit cents individus tentant de gagner le Vietnam pour se rendre dans des camps d'entraînement à la guerre sainte. Le Congrès mondial ouïghour assure qu'il s'agit de fugitifs qui cherchent à échapper à l'oppression chinoise. (*S.C.M.P., 10 mars*)

**8 mars** La police a tué sept Ouighours après une attaque meurtrière contre le chef de la police de



Yarkand, près de Kashgar, L'épouse et l'oncle de ce dernier ont aussi été tués, ainsi qu'un garde du poste de police. Les échanges de tirs ont aussi blessé des Han et l'on ignore le nombre précis des victimes. La presse chinoise n'a pas parlé de l'incident. La zone de Yarkand n'est pas accessible par l'internet depuis l'été dernier. (R.F.A., 19 mars)

**6 mars** **Une attaque à l'arme blanche dans la gare principale de Guangzhou (Guangdong) a fait treize blessés.** Trois hommes auraient donné des coups de couteau au hasard sur des passants et des voyageurs. L'un deux a été tué, le second est en détention, le troisième est présenté par des témoins comme d'ethnie ouïghoure. Les sources officielles n'ont rien dit de l'appartenance ethnique des trois hommes. (S.C.M.P., 7 mars)

**6 mars** **Les affrontements du Xinjiang ont fait plus de 450 morts en 2014.** Le dénombrement chiffre les décès entre 457 et 478, dont 235 à 240 seraient des Ouïghours et 80 à 86 des Han. Le total est deux fois supérieur à celui de l'année précédente (de 199 à 237 morts, dont 116 à 151 pour les Ouïghours et 32 à 38 pour les Han. Près de la moitié des morts surviennent dans la région de Kashgar. La revue *Duihua* (Dialogue) chiffre à 29.500 le nombre de procès criminels tenus au Xinjiang en 2014, ce qui correspond à une progression de 40% en un an. (U.H.R.P.; R.F.A., 11 mars)

**5 mars** **Pendant la Fête des Lanternes qui suit le Nouvel An chinois, la police a tué deux femmes ouïghoures** armées de couteau et qui résistaient à une arrestation dans le village de Xiniujiao, près de Guangzhou (Guangdong) ; elle a placé une douzaine de Ouïghours en détention. (Word Bulletin, 15 mars)

## QUESTION MONGOLE

**3 mars** **Le célèbre militant des droits civiques Hadda a envoyé une lettre au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies**, lui demandant de faire pression sur l'administration pour qu'elle mette un terme aux mesures de rétorsion prises contre sa famille à l'issue de ses vingt ans d'incarcération. On a gelé son compte bancaire et sa famille se trouve dans une situation très précaire, sur le point d'être réduite à la mendicité. Le stock de livres de sa librairie a été confisqué et son fils ne parvient pas à trouver un travail. (R.F.A., 4 mars).

## HONGKONG ET MACAO.

**25 mars** **Le chef de l'exécutif du territoire Leung Chun-ying appelle à voter lors des prochaines élections au Conseil législatif** contre le camp démocrate qui avait soutenu le mouvement de désobéissance et de revendication d'un suffrage universel authentique. Il a déclaré que Beijing avait manifesté sa confiance dans le gouvernement local pendant les 79 jours d'occupation du quartier des affaires de l'automne dernier. (S.C.M.P., 25 mars)

**24 mars** **Selon une étude de l'Université de Hongkong, un dixième des multimillionnaires du territoire a décidé d'émigrer dans les cinq années prochaines.** L'enquête a porté sur 3.419 personnes. Les personnes disposant de dix millions de dollars de Hongkong ou plus, c'est-à-dire au taux de change de fin mars de 1.181.000 euros, seraient au nombre de 56.000 soit 1% de la population adulte. (S.C.M.P., 24 mars)

**20 mars** **La nomination de Li Kwok-cheung comme membre du Conseil directeur de l'Université de Hongkong a soulevé une controverse** sur les interférences de Beijing dans les affaires d'une Université qui veut affirmer son autonomie. Ancien responsable de l'Éducation du territoire et président de l'Université chinoise, Li passe pour être proche des positions de Beijing et avait vivement critiqué le mouvement étudiant de l'automne dernier. Sa désignation récente annonce pour certains sa prochaine promotion à la tête de l'Université de Hongkong ; il y aurait alors droit de décision sur les financements de cette dernière et sur sa gestion des ressources humaines. (S.C.M.P., 21 mars)

**15 mars** La police de Macao a, de son propre chef, interdit à un journaliste du quotidien Cheng Pao d'obtenir un entretien avec le chef de l'exécutif du territoire à l'issue d'une cérémonie officielle. Dans des conditions voisines, l'année dernière, un journaliste avait été empêché de parler du mouvement étudiant qui agitait l'Université de Macao. Le chef de l'exécutif de Macao, Fernando Chui Sai-On, a été réélu en août 2014 par un collège de quatre cents personnes (sur 624.000 citoyens) à une majorité de 96% des voix. Le statut du territoire ne prévoit pas d'évolution vers le suffrage universel. (I.F.J., 20 mars)

**9 mars** Dans un communiqué, le groupe des «pan-démocrates» rejette les propositions faites au mois d'août par le Comité permanent de l'Assemblée nationale chinoise, au motif qu'elles violeraient le droit de vote et le principe d'égalité inscrit dans la Loi fondamentale. Il ajoute que sans concessions en ce domaine, toute poursuite des discussions serait inutile.

Cette prise de position n'a rien de nouveau. Elle a pourtant suffi à justifier le lendemain l'annulation de la visite que devait faire en avril à Hongkong Li Fei, le président du Comité chinois pour la Loi fondamentale. Il aurait à cette occasion rencontré le groupe «pan-démocrate» mais le récent communiqué de ce dernier aurait à ses yeux retiré tout intérêt aux discussions envisagées. (S.C.M.P., 21 mars)

**6 mars** La Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes publie son rapport sur Les relations du Royaume-Uni avec Hongkong et sur les trente ans qui ont suivi la déclaration commune. Elle déclare approuver l'introduction annoncée du suffrage universel pour la désignation de l'Exécutif en 2017 mais trouve le mode de désignation des candidats restrictive à l'excès. Cosignataire de la Déclaration jointe, le Royaume-Uni doit, selon elle, adopter une position sans ambiguïté quant à son attente en matière de réforme constitutionnelle. La Commission estime qu'un manque de clarté en ce domaine nuira à la réputation du Royaume-Uni à Hongkong. (Commons Foreign Affairs Committee, 6 mars).

## **TENSIONS MILITAIRES. LITIGES ET CONFLITS TERRITORIAUX.**

**19 mars** Ouverture à Tokyo de discussions sino-japonaises entre responsables de la Défense et des Affaires étrangères au sujet des communications maritimes. Il s'agit d'éviter des affrontements en mer, lesquels pourraient résulter du litige territorial concernant l'archipel Senkaku/Diaoyutai. (Kyodo, 19 mars)

**19 mars** L'armée chinoise a mis fin en février à un chantier qui devait construire un pont à Tansan (Guangxi) sur la frontière vietnamienne débouchant sur une route menant à Fangchenggang, cent kilomètres plus loin. Motif invoqué : le projet faciliterait l'accès à la Chine en cas d'invasion par les troupes vietnamiennes. La route aurait permis aux agriculteurs de vendre leurs produits sur les marchés et aurait relié ce village éloigné au reste du pays. (S.C.M.P., 19 mars)

## **INFORMATIONS DIVERSES**

*(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise.)*

**20 mars** Depuis l'octroi du Prix Nobel de la Paix au dissident Liu Xiaobo en 2010 à Oslo, la Chine entretient avec la Norvège des relations glaciales. Elle vient d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de saumon en provenance de trois districts situés dans le nord de ce pays. La décision se fonderait sur des considérations sanitaires ( crainte d'importation d'un virus). (Reuters, 20 mars)

**17 mars** La France se joindra à l'Allemagne et à l'Italie pour entrer dans la Banque asiatique d'investissement



dans les infrastructures (B.A.I.I.) créée par la Chine en 2014. La Suisse et le Luxembourg envisagent de prendre une décision semblable. Cette démarche va à l'encontre des recommandations des États-Unis pour qui il s'agit d'une opération risquée. La nouvelle institution apparaît comme une rivale de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, dominée par le Japon et les États-Unis. (Reuters, 17 mars)

**17 mars** L'endettement des collectivités locales, qui s'élevait à 17.900 milliards de yuan en juin 2013, pourrait atteindre 25.000 milliards de yuan et dépasser la masse économique allemande globale, selon le groupe Mizuho Securities Asia. (S.C.M.P., 17 mars)

**16 mars** Les exportations d'armes chinoises ont augmenté de 143% de la période 2005-2009 à la période 2010-2014. La Chine devient ainsi le troisième exportateur d'armes mondial, devant l'Allemagne et la France, loin derrière les États-Unis et la Russie. Elle effectue aussi 5% des importations mondiales d'armes mais le volume de ces achats a diminué de 42% d'une période à l'autre. L'Institut de Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI) ne donne pas d'estimations chiffrées de ces flux. (SIPRI, 16 mars)

**12 mars** Il existe en Chine un demi million d'organisations non gouvernementales enregistrées auprès du ministère des Affaires civiles. Un grand nombre d'entre elles sont semi ou quasi officielles et gardent le titre d'O.N.G. pour avoir droit aux subventions de l'administration. La majorité des organisations petites et indépendantes se cantonnent aux secteurs non «politiquement sensibles» : charité, protection de l'environnement, droits des femmes et des enfants. Il existe en outre un million et demi de groupes non enregistrés, soumis aux pressions de l'administration dès qu'ils s'engagent dans des domaines tels que les droits ouvriers, le respect des lois ou les droits des patients infectés par le H.I.V. par suite des fautes de l'État. (V.O.A., 12 mars)

**3 mars** Le budget de l'armée augmentera officiellement de dix pour cent en 2015, a déclaré la porte-parole de l'Assemblée nationale. Il était de 808 milliards de yuan en 2014 (119 milliards d'euros), en augmentation de 12,2%

## SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens' radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Reuters, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Standard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiquan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

## DOCUMENTATION

### THE UK'S RELATIONS WITH HONG KONG : 30 YEARS AFTER THE JOINT DECLARATION. FOREIGN AFFAIRS - TENTH REPORT. House of Commons Foreign Affairs Committee. 3 mars 2015. 68 pp

Téléchargeable sur le site <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmfaff/649/649.pdf>

### SILENCING THE MESSENGER. 2014 ANNUAL REPORT ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN CHINA. Chinese Human Rights Defenders. 15 mars 2015, 37 pp.

La répression exercée contre les militants des droits civiques s'est intensifiée en 2014. Ils sont considérés comme une menace pour le régime, lequel redoute tout mouvement démocratique qui remettrait en cause sa légitimité. La Constitution et les lois sont violées chaque jour par le Parti qui affirme détenir toute l'autorité tout en prétendant «gouverner par la loi». Le rapport parle de 955 détentions arbitraires, de non-respect des procédures, des mauvais traitements infligés aux prisonniers, des poursuites engagées contre les avocats, de la répression des minorités et des



atteintes portées à la liberté religieuse..

Téléchargeable sur le site [http://www.chrdnet.com/wp-content/uploads/2015/03/Silencing-the-Messenger\\_CHRD-2014-Annual-Report-on-the-Situation-of-Human-Rights-Defenders-in-China1.pdf](http://www.chrdnet.com/wp-content/uploads/2015/03/Silencing-the-Messenger_CHRD-2014-Annual-Report-on-the-Situation-of-Human-Rights-Defenders-in-China1.pdf)

**ANNUAL SURVEY OF FCCC'S MEMBERS VISA ISSUES.** Foreign Correspondents'Club of China. 2 mars 2015. 3 pp.

Le Club des correspondants étrangers de Beijing regroupe deux cents correspondants originaires de trente-cinq pays ou régions. Son rapport annuel, qui se fonde sur les réponses de cent vingt-six journalistes en poste à Beijing, expose les pressions ou menaces que subissent les journalistes étrangers lors de la demande de renouvellement du visa ou de la carte professionnelle.

Téléchargeable sur le site <https://cpj.org/blog/FCCC-survey-email.pdf>

**2014 REPORT ON HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN EAST TURKESTAN.** World Uyghur Congress. 27 pp. 19 février 2015.

Le rapport annuel fait état de la répression exercée au Xinjiang par le régime chinois au nom de la lutte contre le séparatisme, le terrorisme et l'extrémisme religieux. Les arrestations ont fortement augmenté (plus de vingt-sept mille) depuis le lancement de la campagne antiterroriste de mai 2014. Il en va de même des condamnations à mort, des décès par accrochage avec les forces de police, des limitations à l'exercice de la religion musulmane. Il y a enfin tout lieu de s'interroger sur les conditions d'exercice de la Justice, le respect du droit et des procédures.

Téléchargeable sur le site <http://www.uyghurcongress.org/en/wp-content/uploads/WUC-report-2014.pdf>

**LEGITIMIZING REPRESSION. CHINA «WAR ON TERROR» UNDER XI JINPING AND STATE POLICY IN EAST TURKESTAN.** Uyghur Human Rights Project. mars 2015, 84 pp.

L'étude se fonde sur des données internes et externes pour dresser un bilan de la prise en main sécuritaire du Xinjiang dans la période récente. Il fournit des informations chiffrées d'un grand intérêt, étant donné le peu de renseignements que laissent filtrer les médias chinois.

Téléchargeable sur le site <http://docs.uyghuramerican.org/pdf/Legitimizing-Repression.pdf>

**TIBETAN SURVIVORS OF SELF-IMMOLATION : REPRESSION AND DISAPPEARANCE.** International Campaign for Tibet. mars 2015, 19 pp.

Le rapport présente le sort d'une vingtaine de survivants parmi ceux qui se sont sacrifiés par le feu au cours des dernières années. Informations rares issues de sources non officielles, puisque les autorités chinoises ne communiquent pas sur le sujet.

Téléchargeable sur le site <http://www.savetibet.org/wp-content/uploads/2015/03/Tibetan-survivors-of-self-immolation-A4.pdf>

**Pour Prendre contact,** écrire à :  
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».